

CONGRÈS MONDIAL DES FAMILLES À VÉRONE: MANIFESTATION MASSIVE...

Une analyse de la décennie 2008-2017 des flux de *monnaie noire* (1) traversant l'Atlantique pour promouvoir des programmes ultra conservateurs en Europe met à jour ce que les fondamentalistes de la droite chrétienne américaine, liés au gouvernement Trump et Steve Bannon, ont financé: plus de 50 millions de dollars au cours de ces dix ans sont ainsi révélés dans le cadre de *OpenDemocracy*: ce n'est que la partie visible de l'iceberg!

Des armées d'avocats et de militants ultra conservateurs sont soutenus afin de développer les valeurs familiales contre les droits LGBT, contre l'éducation sexuelle et contre l'avortement. Ils se lient en force avec l'extrême droite européenne, se connectent avec le *Congrès mondial des familles*, entretiennent des relations étroites avec des politiciens et mouvements notamment en Italie, Hongrie, Pologne, Espagne et Serbie. Parmi ces groupes américains, les plus en vue, les frères Koch d'une part ont aidé à financer le *Tea Party Movement*, et la famille du secrétaire à l'Éducation de Trump d'autre part.

En fait l'analyse montre que plusieurs organisations chrétiennes américaines - exonérées d'impôt car à but non lucratif - avaient considérablement augmenté leurs dépenses en Europe au cours des dernières années. L'aspiration à ce que l'Europe rejoigne la politique de Trump est sous-jacente: il faut y diffuser très largement les messages de valeurs traditionnelles. Déjà, certaines de ces organisations sont accusées d'avoir soutenu des campagnes criminalisant l'homosexualité en Afrique, des lois anti-avortement draconiennes en Amérique latine et des projets visant à encourager les homosexuels aux États-Unis à sortir de leur homosexualité. Deux groupes américains liés à Trump sont des institutions juridiques de droit chrétien: l'*Alliance Defending Freedom* (ADF) créée par Alan Sears, dirigeant de la droite chrétienne américaine, et le *Centre américain pour le droit et la justice*, fondé en 1990 par le télévangéliste américain Pat Robertson pour s'opposer à l'*Union américaine des libertés civiles*. Ensemble, ils ont dépensé plus de 20 millions de dollars en Europe depuis 2008, dont 1 million versé à la société de mercenaires *Blackwater*. Ces deux groupes ont des bureaux en Europe: Belgique, France, Autriche, Suisse et Royaume-Uni pour l'ADF, au moins une grosse équipe à Strasbourg pour le *Centre américain pour le droit et la justice*. Un autre gros investisseur repéré, c'est la *Billy Graham Evangelistic Association*, dirigé par Franklin Graham qui décrit l'islam comme une «*religion perverse et très perverse*». Il a versé plus de 23 millions de dollars en Europe entre 2008 et 2014 et détient des bureaux au Royaume-Uni, en Allemagne, France et Espagne. D'autres groupes ont accru leurs activités en Europe: l'*Institut Action pour l'étude de la religion et de la liberté* reçoit des subsides des fondations de la famille Koch; l'*Institut Dignitatis Humanae*, dont Steve Bannon est administrateur, souhaite créer un monastère près de Rome comme école de gladiateurs pour les guerriers de la culture; *Tradition, Family and Property* (TFP) est un mouvement catholique transnational ultra-conservateur, en première ligne de la guerre de la culture, il sévit en Pologne pour une politique d'extrême droite en matière de droit et de justice.

L'analyse révèle à ce jour que ces groupes ont envoyé par exemple des lobbyistes à Bruxelles pour influencer les fonctionnaires de l'*Union européenne*, ont contesté toutes les lois contre la discrimination et les discours de haine devant les tribunaux européens, ont soutenu les campagnes contre les droits des LGBT en République tchèque et en Roumanie, ont financé un réseau de campagnes anti-avortement en Italie et en Espagne. Aux États-Unis, le *Southern Poverty Law Center* (SPLC) explique que «*considérer l'homosexualité comme non biblique*» ou s'opposer au mariage homosexuel ne suffit pas pour être qualifié de «*groupe haineux*»: les groupes dénoncés vont plus loin car ils affirment «*que l'homosexualité est dangereuse, liée à la pédophilie et devrait être criminalisée, en diffusant des faits dénigrants sur des personnes LGBT qui sont*

(1) Mary Fitzgerald, Claire Provost, «*Trump-linked Christian fundamentalists are pouring a shocking amount of dark money into Europe's far right*», www.rawstory.com, 28 mars 2019.

tout simplement fausses». Et finalement, ce «n'est pas différent de la façon dont les suprémacistes blancs et les extrémistes nativistes propagent des mensonges sur les Noirs et les immigrés pour faire de ces communautés un danger pour la société».

Les présidents du *Conseil européen*, ceux de la *Commission européenne* et du *Parlement européen*, ainsi que le groupe de députés multipartites ont demandé que des mesures soient prises pour protéger la démocratie européenne contre les influences néfastes de l'extérieur. Ils jugent opportune cette analyse de *OpenDemocracy* face à ce défi majeur pour l'Europe, à quelques semaines des élections de fin mai. Alyn Smith, eurodéputé d'Ecosse, a déclaré: *«Aucun groupe, de quelque nature que ce soit, ne devrait être en mesure d'utiliser l'argent noir pour fausser le débat et renverser la démocratie en Europe, et encore moins pour ceux dont les causes sont profondément régressives».*

«Dans la nuit de samedi à dimanche, les Italiens devront avancer leurs montres d'une heure. Ceux qui se réunissent à Vérone, en revanche, veulent les faire reculer de cinq siècles»

Revenons au *Congrès mondial des familles* (WCF) qui s'est tenu à Vérone, en Italie, fin mars dernier, pour sa treizième édition. Son credo: *«affirmer, célébrer et défendre la famille naturelle comme seule unité fondamentale et durable de la société»*. Inauguré en 1997 par l'Américain Brian Brown, président de l'*Organisation internationale de la famille*, le congrès mondial réunit chaque année, depuis 2012, les *défenseurs de la famille traditionnelle*. Les précédentes éditions ont eu lieu l'an dernier en Moldavie, sous le patronage du président moldave Igor Dodon, présent à Vérone, et en 2017 à Budapest avec la participation du Premier ministre hongrois, Viktor Orban. Le Congrès constitue un projet de l'*Organisation internationale pour la famille* et du *Centre Howard pour la famille, la religion et la société*, basé dans l'Illinois dont les directeurs influent un activiste espagnol ultra-conservateur lié au chef du parti d'extrême droite Vox. Parmi les directeurs, on remarque un proche collaborateur d'un oligarque russe ayant parrainé une réunion à Vienne en 2014 avec les principaux dirigeants d'extrême droite français et autrichiens. Ainsi des centaines de militants de la droite religieuse et de la politique d'extrême droite s'y sont rencontrés. Le groupe italien antiavortement lié à *Fuerza Nuova* fait partie de ceux qui ont convoqué le Congrès.

A l'occasion du Congrès, de nombreux politiciens de droite extrême y ont assisté: l'un d'entre eux, particulièrement remarqué, le vice-Premier ministre italien, Matteo Salvini, estime que le WCF est une vitrine de *«l'Europe que nous aimons»*. Présence très controversée: le *Congrès mondial des familles* a divisé jusqu'au gouvernement italien. Sous la pression, la présidence du *Conseil des ministres* italien a retiré son patronage, accordé néanmoins par le ministère de la Famille, dirigé par Lorenzo Fontana, membre de la *Ligue* et ardent défenseur de la famille traditionnelle, et soutien apporté par le ministre de l'instruction, de l'université et de la recherche, Marco Bussetti.

Durant trois jours, l'opulente ville de Vénétie, fief historique des ultra-conservateurs italiens, a accueilli les *«pro-life»* attachés à la *«défense de la vie»* et de la *«famille naturelle»*, autrement dit opposés à l'avortement, à l'homosexualité, à l'égalité de genre, la révolution du bon sens en quelque sorte! Mais s'il s'agit d'une constellation hétéroclite entre les chrétiens, les évangélistes, la droite populiste et l'extrême droite - religieux et non religieux - il y a une *«accélération de la mise en réseau de ces acteurs»* (2). Au nombre des participants cette année figurent, outre le président moldave, la ministre ultra-conservatrice hongroise de la Famille, Katalin Novak, un dirigeant de l'Église orthodoxe russe, Dmitri Smirnov (3). Chaque congressiste a reçu un petit gadget anti-avortement en caoutchouc remis en cadeau représentant un fœtus de 10 semaines portant la mention *«l'avortement arrête un cœur qui bat»*.

L'intervention de Matteo Salvini, a constitué le point fort de la 2^{ème} journée du Congrès, également marquée par le lancement d'un comité réclamant un référendum pour l'abrogation de la loi dite *«194»*, qui a légalisé l'avortement en Italie en 1978. *«Nous ne sommes pas ici pour supprimer des droits à qui que ce soit: il n'y a pas de débat ni sur l'avortement, ni sur le mariage, chacun fait l'amour avec qui il veut et dîne avec qui il veut»*, a déclaré Matteo Salvini à la tribune. Pourtant, il a apporté son soutien aux familles *«composées d'un papa et d'une maman»*. Son homologue du gouvernement Luigi Di Maio, chef de file du *Mouvement 5*

(2) David Paternotte, *«Les opposants à la théorie du genre disposent de relais politiques puissants»*, *Le Monde*, 28 mai 2019.

(3) Source: AFP in *La République des Pyrénées*, 30 mars 2019.

(4) *lepetitjournal.com* de Milan, 31 mai 2019.

Étoiles a lui clairement pris ses distances: «*La vision défendue par ce congrès à Vérone est une vision du monde appartenant substantiellement au Moyen Age, qui considère la femme comme soumise*» (4).

Mais le véritable point fort, inattendu de surcroît, ce fut cette déferlante multicolore dans les rues de Vérone. «*Dans la nuit de samedi à dimanche, les Italiens devront avancer leurs montres d'une heure. Ceux qui se réunissent à Vérone, en revanche, veulent les faire reculer de cinq siècles*», tel est le slogan qui est devenu, sur les réseaux sociaux, le signal de ralliement. A l'initiative du mouvement féministe «*Non una di Meno*» («*Pas une de Moins*»), un flash mob a été lancé proximité du bâtiment où se tenaient les débats le samedi 30 mars. Puis le cortège estimé à 40.000 manifestants selon la police, a sillonné le centre-ville: des milliers de femmes, venues d'Italie et de toute l'Europe sont descendues dans la rue pour fustiger les thèses défendues par les congressistes, idées anachroniques, discriminatoires, rétrogrades et homophobes. Certaines brandissaient une banderole sur laquelle était écrit: «*Pour nos corps et nos désirs, c'est nous qui décidons*». «*Ici à Vérone, des lobbies internationaux comme ce Congrès mondial et des groupe néolibéraux veulent imposer le modèle selon lequel chaque homme doit avoir une femme*», a déclaré à l'AFP l'Argentine Mari Dillon, fondatrice de «*Pas une de Moins*». «*C'est pourquoi ils se battent pour une famille fermée qui est une machine à violence*», a-t-elle ajouté. Quant à Maddalena Saccone, activiste pro-IVG: «*En Italie, il y a actuellement une attaque très grave contre tous les droits et libertés qui ont été conquis par les femmes. On parle de revenir sur la liberté de l'avortement, sur le divorce. Ce sont des luttes que l'on croyait déjà consolidées*».

Bravo les femmes et hommes italiens d'avoir chanté nombreuses et nombreuses *Bella Ciao* (5) face aux saluts romains de nervis de la famille!

Hélène HERNANDEZ,
Groupe Pierre Besnard.

(5) Jérôme Gautheret, «*A Vérone, le congrès anti-avortement divise la coalition italienne*», *Le Monde*, 31 mars 2019.